



189, De Villemure, 2<sup>e</sup> étage, St-Jérôme (Québec)  
J7Z 5J5

Courriel : [ccsnl@videotron.ca](mailto:ccsnl@videotron.ca)

Télécopieur : (450) 438-5869 Téléphone : (450)  
438-4197



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Pour diffusion immédiate

Source : Conseil central des Laurentides

### Manifestation devant les bureaux de l'APCPE

#### Les travailleuses des CPE dénoncent la provocation d'une association patronale

(Montréal, le mardi 22 avril) Des déléguées syndicales des CPE de partout au Québec, réunies en instance à Montréal, ont manifesté mardi devant les bureaux de l'Association patronale des Centres de la Petite Enfance à Montréal. Celles-ci ont dénoncé l'attitude provocatrice de cette association et démontré leur appui aux travailleuses du CPE Le Petit Équipage de St-Janvier-Mirabel, en grève depuis le 30 janvier. L'enjeu majeur de cette négociation est l'organisation du travail, notamment la participation active de l'équipe de travail dans le développement pédagogique et administratif du CPE, comme c'est le cas dans la majorité des CPE.

#### Une association qui ne cherche que la confrontation !

L'Association patronale des CPE (APCPE), n'a jamais réussi à conclure une convention collective avec des travailleuses sans qu'il n'y ait de moyens de pression ni sans l'intervention du ministère du Travail. Les syndicats des CPE affiliés à la Fédération de la Santé et des services sociaux (FSSS – CSN), qui ont négocié des milliers de conventions collectives depuis les années 80, n'ont jamais connu autant de confrontation au sujet d'enjeux reliés à l'organisation du travail.

Nous croyons que l'APCPE cherche à laisser pourrir la négociation en cours. Par exemple, après plus de deux mois de grève, l'association a exigé des travailleuses qu'elles votent sur une proposition de règlement qui comportait des reculs sur ses positions précédentes.

En relations de travail, cela représente une démonstration évidente de mauvaise foi. Les 15 syndiquées ont rejeté cette proposition à l'unanimité.

Cette association patronale, responsable de 26 négociations dans le secteur des CPE et qui cherche à représenter d'autres centres, tente-t-elle de se faire une réputation basée sur sa capacité de confronter les syndicats ? Nous pensons que cette stratégie provocatrice n'a pas sa place dans les CPE et il faut que cette situation cesse immédiatement, car les tensions entre les parents, la direction et les syndiquées continuent d'augmenter inutilement au CPE Le Petit Équipage.

« Après deux mois et demi de grève, les travailleuses demandent tout simplement d'obtenir à peu près les mêmes conditions de travail que les travailleuses des autres CPE de la région. Hier, nous avons déposé à l'association une offre globale qui vise à régler le dossier », souligne Nancy L'Écuyer, présidente du syndicat régional des Laurentides.

« L'APCPE et son directeur, Martin Boucher, doit changer d'attitude, a déclaré Ginette Lavoie, responsable du secteur des CPE à la FSSS – CSN. Nous ne comprenons pas son refus de négocier de bonne foi. Nos déléguées ne comprennent pas ce que l'association cherche dans ces confrontations inutiles. Ce n'est pas dans la tradition des employeurs des CPE. Il faut que l'association change d'attitude », a-t-elle conclu.

« Il est quand même incroyable qu'il n'y ait pas un questionnement plus important de la part du milieu face au comportement de cette association. Nous espérons que le ministère et l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQOCPE) mettent de la pression sur cette association pour qu'elle change de stratégie à la table de négociation », a ajouté la présidente de la FSSS, Francine Lévesque.

Les 15 travailleuses du CPE Petit équipage sont une section du Syndicat des travailleuses en CPE de la région des Laurentides, qui représente près de 600 syndiqué-es de 19 CPE. Au total, la FSSS – CSN représente plus de 8000 éducatrices au Québec, dans 320 centres de la petite enfance.

-30-

Pour renseignements :

Nancy L'Écuyer, présidente des travailleuses des CPE, région Laurentides : (450) 438-4197

Martin Bourgeois, coordonnateur Service d'appui aux mobilisations et à la vie régionale : (450)438-4196

